



## Une histoire birmane, revisitée

Il sera fascinant de voir comment les États-(dés)Unis vont traiter le Myanmar après le coup d'État dans leur frénésie constante « d'endiguement de la Chine ».

Par [Pepe Escobar](#)

Mondialisation.ca, 09 février 2021

[Asia Times](#) 5 février 2021

Région : [Asie](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#),  
[Économie](#), [Histoire et Géopolitique](#),  
[Services de renseignements](#)

L'éléphant (de jade) dans la pièce élaborée abritant le coup d'État militaire au Myanmar devait être – quoi d'autre – la Chine. Et la Tatmadaw – les forces armées du Myanmar – le sait mieux que quiconque.

Il n'y a pas de preuve irréfutable, bien sûr, mais il est pratiquement impossible que Pékin n'ait pas été au moins informée, ou « consultée », par la Tatmadaw sur la nouvelle dispense.

La Chine, premier partenaire commercial du Myanmar, est guidée par trois impératifs stratégiques essentiels dans ses relations avec son voisin du sud : le commerce et la connectivité via un corridor de l'Initiative Ceinture et Route (BRI), le plein accès à l'énergie et aux minéraux et la nécessité de cultiver un allié clé au sein de l'ANASE, qui compte dix membres.

Le corridor de la BRI entre Kunming, dans la province chinoise du Yunnan, via Mandalay, et le port de Kyaukphyu dans le golfe du Bengale est le joyau de la nouvelle Route de la Soie, car il combine l'accès stratégique de la Chine à l'océan Indien, en contournant le détroit de Malacca, avec des flux d'énergie sécurisés grâce à un oléoduc et un gazoduc combinés. Ce corridor montre clairement le rôle central du [Pipelineistan](#) dans l'évolution des nouvelles Routes de la Soie.

Rien de tout cela ne changera, quel que soit le responsable du spectacle politico-économique dans la capitale du Myanmar, Naypyidaw. Le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi et Aung San Suu Kyi, connue localement sous le nom d'Amay Suu (« Mère Suu ») discutaient du corridor économique Chine-Myanmar seulement trois semaines avant le coup d'État. Pékin et Naypyidaw ont conclu pas moins de 33 accords économiques seulement en 2020.

Nous voulons juste la « paix éternelle »

Une chose assez extraordinaire s'est produite au début de cette semaine à Bangkok. Un échantillon de la vaste diaspora du Myanmar en Thaïlande – qui avait pris de l'ampleur depuis les années 1990 – s'est réuni devant le bureau Asie-Pacifique des Nations unies.

Ils demandaient que la réaction internationale au coup d'État ignore les inévitables

sanctions américaines. Leur argument : les sanctions paralysent le travail des entrepreneurs citoyens, tout en maintenant en place un système de patronage qui favorise la Tatmadaw et approfondit l'influence de Pékin aux plus hauts niveaux.

Mais il ne s'agit pas seulement de la Chine. Le coup d'État de la Tatmadaw est une affaire éminemment intérieure - qui a impliqué le recours à la même vieille école, la méthode de la CIA qui l'a installée comme une dictature militaire rude en 1962.

Les élections de novembre dernier ont reconfirmé Aung San Suu Kyi et son parti, la LND, au pouvoir par 83% des voix. Le parti pro-armée, l'USDP, a crié à la faute, accusant de fraude électorale massive et insistant sur un recomptage, qui a été refusé par le Parlement.

La Tatmadaw a donc invoqué l'article 147 de la constitution, qui autorise une prise de pouvoir militaire en cas de menace confirmée contre la souveraineté et la solidarité nationale, ou susceptible de « désintégrer l'Union ».

La constitution de 2008 a été rédigée par - qui d'autre - la Tatmadaw. Cette dernière contrôle les ministères essentiels de l'Intérieur, de la Défense et des Frontières, ainsi que 25% des sièges au Parlement, ce qui lui permet d'avoir un droit de veto sur tout changement constitutionnel.

La prise de pouvoir par les militaires implique l'exécutif, le législatif et le judiciaire. L'état d'urgence est en vigueur pour une durée d'un an. De nouvelles élections auront lieu lorsque l'ordre et la « paix éternelle » seront rétablis.

Le responsable est le chef de l'armée Min Aung Hlaing, qui a supervisé pendant des années des transactions juteuses menées par Myanmar Economic Holdings Ltd. (MEHL). Il a également supervisé la réaction brutale à la révolution de safran de 2007 - qui a exprimé des griefs légitimes mais a également été largement cooptée comme une révolution de couleur américaine dans les règles.

Plus inquiétant encore, Min Aung Hlaing a également déployé des tactiques de terre brûlée contre les groupes ethniques Karen et Rohingya. Il a décrit l'opération Rohingya comme « l'œuvre inachevée du problème bengali ». Les Musulmans du Myanmar sont régulièrement dénigrés par les membres de la majorité ethnique bamar qui les qualifient de « Bengali ».

Aucune réaction de l'ANASE

La vie de l'écrasante majorité de la diaspora du Myanmar en Thaïlande peut être très dure. Environ la moitié d'entre eux travaillent dans le secteur de la construction, l'industrie textile et le tourisme. L'autre moitié n'a pas de permis de travail valide et vit dans une peur perpétuelle.

Pour compliquer les choses, le gouvernement militaire de facto en Thaïlande a fait une surenchère de culpabilité à la fin de l'année dernière, les accusant d'avoir traversé les frontières sans avoir entrepris de quarantaine et d'avoir ainsi provoqué une deuxième vague de Covid-19.

Les syndicats thaïlandais ont, à juste titre, pointé du doigt les véritables coupables : des réseaux de contrebande protégés par l'armée thaïlandaise, qui contournent le processus extrêmement compliqué de légalisation des travailleurs migrants tout en protégeant les employeurs qui enfreignent les lois du travail.

Parallèlement, une partie de la diaspora du Myanmar – légalisée – est incitée à rejoindre la MilkTeaAlliance – qui rassemble des Thaïlandais, des Taïwanais et des Hongkongais, et dernièrement des Laotiens et des Philippins également – contre, entre autres, la Chine et, dans une moindre mesure, le gouvernement militaire thaïlandais.

L'ANASE ne réagira pas contre la Tatmadaw. La politique officielle de l'ANASE reste la non-ingérence dans les affaires intérieures de ses 10 membres. Bangkok – où, soit dit en passant, la junte militaire a pris le pouvoir en 2014 – a fait preuve d'un détachement olympique.

En 2021, le Myanmar coordonne rien de moins que le mécanisme de dialogue Chine-ANASE, et préside la coopération Lancang-Mékong, qui traite de toutes les questions cruciales concernant le Mékong.

Le puissant fleuve, du plateau tibétain à la mer de Chine méridionale, ne pourrait pas être plus stratégique sur le plan géo-économique. La Chine est sévèrement critiquée pour la construction de douzaines de barrages, qui réduisent les flux d'eau directs et causent de graves déséquilibres aux économies régionales.

Le Myanmar coordonne également une question géopolitique extrêmement sensible : les interminables négociations pour établir le code de conduite dans la mer de Chine méridionale, qui opposent la Chine au Vietnam, à la Malaisie, aux Philippines, à l'Indonésie, au Brunei et à Taïwan, pays non membre de l'ANASE.

La Tatmadaw ne semble pas se soucier des problèmes commerciaux qui ont suivi le coup d'État. Erik Prince, ancien membre de Blackwater et actuel chef du Frontier Services Group (FSG) basé à Hong Kong – financé, entre autres, par le puissant conglomérat chinois Citic – est sur le point de frapper Naypyidaw pour « titriser » des entreprises locales.

Un dossier plus juteux concerne ce qui va se passer avec le commerce de la drogue : on peut dire que la Tatmadaw obtient une plus grosse part du gâteau. Les cartels de l'État de Kachin, dans le nord, exportent de l'opium vers la province chinoise du Yunnan à l'est, et vers l'Inde à l'ouest. Les cartels de l'État Shan sont encore plus sophistiqués : ils exportent via le Yunnan vers le Laos et le Vietnam à l'est, et aussi vers l'Inde au nord-ouest.

Et puis il y a une zone grise où personne ne sait vraiment ce qui se passe : la route des armes entre la Chine et l'Inde qui traverse l'État de Kachin – où l'on trouve aussi les groupes ethniques Lisu et Lahu.

La vertigineuse tapisserie ethnique

La commission électorale du Myanmar est une affaire pour le moins délicate. Elle est désignée par l'exécutif et a dû faire face à de nombreuses critiques – internes et non internationales – pour avoir censuré les partis d'opposition lors des élections de novembre.

Le résultat final a privilégié la LND, dont le soutien est négligeable dans toutes les régions frontalières. Le groupe ethnique majoritaire du Myanmar – et la base électorale de la LND – est la communauté bamar, bouddhiste et concentrée dans la partie centrale du pays.

Franchement, la LND ne se soucie pas des 135 minorités ethniques – qui représentent au moins un tiers de la population générale. Le chemin a été long depuis l'arrivée au pouvoir de Suu Kyi, lorsque la LND bénéficiait en fait d'un grand soutien. La notoriété internationale

de Suu Kyi est essentiellement due à la puissance de la machine Clinton.

Si vous parlez à un Mon ou un Karen, il ou elle vous dira qu'ils ont dû apprendre à leurs dépens à quel point la vraie Suu Kyi est une autocrate intolérante. Elle a promis la paix dans les régions frontalières - éternellement embourbées dans une lutte entre la Tatmadaw et les mouvements autonomes. Elle n'a pas pu tenir sa promesse car elle n'avait aucun pouvoir sur les militaires.

Sans aucune consultation, la commission électorale a décidé d'annuler le vote, totalement ou partiellement, dans 56 cantons de l'État d'Arakan, de l'État Shan, de l'État Karen, de l'État Mon et de l'État Kachin, qui regroupent tous des minorités ethniques. Près de 1,5 million de personnes ont été privées du droit de vote.

Il n'y a pas eu d'élections, par exemple, dans la majorité de l'État d'Arakan ; la commission électorale a invoqué des « raisons de sécurité ». La réalité est que la Tatmadaw est dans un combat acharné contre l'armée arakanienne, qui veut l'autodétermination.

Inutile d'ajouter que les Rohingyas - qui vivent en Arakan - n'ont pas été autorisés à voter. Près de 600 000 d'entre eux survivent encore à peine dans des camps et des villages fermés en Arakan.

Dans les années 1990, j'ai visité l'État Shan, qui borde à l'est la province stratégique du Yunnan en Chine. Rien n'a beaucoup changé en deux décennies : la guérilla doit combattre la Tatmadaw parce qu'elle voit clairement à quel point l'armée et ses copains d'affaires sont obsédés par la capture des ressources naturelles abondantes de la région.

J'ai beaucoup voyagé au Myanmar dans la deuxième partie des années 1990 - avant d'être mis sur la liste noire de la junte militaire, comme pratiquement tous les journalistes et analystes travaillant en Asie du Sud-Est. Il y a dix ans, le photjournaliste Jason Florio, avec qui j'ai été partout, de l'Afghanistan au Cambodge, a réussi à se faufiler sur le territoire des rebelles karens, où il a pris [des photos exceptionnelles](#).

Dans l'État de Kachin, les partis rivaux des élections de 2015 ont cette fois-ci tenté de mettre leurs efforts en commun. Mais au final, ils ont été gravement affaiblis : le mécanisme électoral - un seul tour - a favorisé le parti gagnant, la LND de Suu Kyi.

Pékin ne s'immisce pas dans le labyrinthe ethnique étourdissant et complexe du Myanmar. Mais des questions subsistent quant à l'obscur soutien aux Chinois qui vivent dans l'État de Kachin, dans le nord du Myanmar : il est possible qu'ils puissent servir de levier dans les négociations avec la Tatmadaw.

Le fait est que les guérillas ne disparaîtront pas. Les deux principales sont l'Armée de l'Indépendance du Kachin et l'Armée unie de l'État Wa (Shan). Mais il y a aussi l'Armée de Libération de l'Arakan, l'Armée nationale chinoise, l'Armée karenne (Kayah), l'Organisation de Défense nationale et de Libération nationale karen et l'Armée de Libération nationale mon.

Cette tapisserie armée se résume, à long terme, à un énorme Myanmar (dés)uni, renforçant l'affirmation de la Tatmadaw selon laquelle aucun autre mécanisme n'est capable de garantir l'unité. Il n'y a pas de mal à ce que cette « unité » s'accompagne des avantages supplémentaires que procure le contrôle de secteurs cruciaux tels que les minéraux, la finance et les télécommunications.

Il sera fascinant de voir comment les États-(dés)Unis impériaux vont traiter le Myanmar après le coup d'État dans le cadre de leur frénésie constante « d'endiguement de la Chine ». La Tatmadaw ne tremble pas vraiment dans ses bottes.

Pepe Escobar

Article original en anglais : [Burmese Days](#), Asia Times, le 5 février 2021.

Traduit par [Réseau International](#)

La source originale de cet article est [Asia Times](#)

Copyright © [Pepe Escobar](#), [Asia Times](#), 2021

---

Articles Par : [Pepe Escobar](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)